

Ouverture JRS 2025

Mesdames, Messieurs, en vos titres et qualités

Chers amis,

Bienvenue à toutes et tous et merci à vous, élus, représentants des services de l'Etat et des Départements, partenaires et bien sûr adhérents, d'avoir répondu à notre invitation pour partager avec nous ce moment de réflexion collective mais aussi d'expression des inquiétudes de beaucoup d'associations et au-delà de nombreux acteurs du secteur des solidarités qui, quotidiennement, œuvrent pour assurer aux personnes accueillies un service de qualité. Avant d'aller plus loin, permettez-moi de dire un merci tout particulier à Madame la Députée Océane Godard qui représente la Région BFC qui, faute d'avoir pu nous accueillir, comme c'est devenu la tradition dans l'hémicycle du CR, a mis à notre disposition la Maison de l'innovation.

Si l'année dernière, nous avons évoqué de nombreux sujets de satisfaction et/ou d'espoir (pour mémoire et sans prétendre à l'exhaustivité : l'affirmation que la Fraternité était ma « Mère des batailles » pour combattre la pauvreté et les exclusions, la Santé mentale « grande cause nationale 2025 », extension du Ségur aux « oubliés », mise en chantier d'un travail sur la revalorisation des salaires conventionnels inférieurs au SMIC, relance des comités stratégiques PA et PH en BFC...) force est de constater que le bilan est bien maigre.

L'année qui vient s'annonce donc plus sombre et pleine d'incertitudes tant politiques que budgétaires.

En effet, à l'heure où nous fêtons les 80 ans de la Sécu, emblématique des politiques de solidarités mises en œuvre après la Seconde Guerre Mondiale – alors que le pays n'avait plus un sou vaillant en poche – et au cœur de notre Pacte Republicain, le sentiment de perte de repères et de sens est de plus en plus répandu. Il s'exprime le plus souvent par une défiance vis-à-vis des pouvoirs publics, jugés incapables de définir clairement les priorités des politiques publiques et de s'y tenir.

Or, il s'agit bien ici de dire quel **projet de société** on veut pour le pays et, dans un contexte international sous tension et en interne un moment de confusion

politique inédit, avec un pouvoir exécutif vacant et un Parlement divisé, de rassembler les forces pour agir dans l'intérêt général, qui rappelons-le, n'est pas la somme des intérêts particuliers, contrairement à ce qu'on entend souvent. A ce propos, je ne peux m'empêcher d'évoquer un dessin de Xavier Gorce qui met en scène deux pingouins (ses personnages favoris) dont l'un dit à l'autre : « J'attends un gouvernement qui prenne ENFIN en compte MON intérêt général » et qui exprime bien le mal qui nous ronge et qui nous empêche collectivement de se projeter plus loin que la prochaine échéance électorale : « il faut donner des gages aux électeurs » nous dit-on même si ces derniers manifestent leur colère dès que « leur » intérêt général n'est pas pris en compte.

Certes des chantiers importants sont ouverts ou vont s'ouvrir dans les semaines qui viennent :

- fusion des forfaits soins et dépendance dans les EHPAD,
- réformes de la tarification Serafin-PH et des CHRS,
- réorganisation des services à domicile,
- projet de Loi sur la protection de l'enfance,
- territoires zéro non-recours...

... mais sans vision d'ensemble et sans les moyens afférents, il est difficile d'en appréhender finement les conséquences concrètes pour les bénéficiaires et donc de se projeter avec confiance dans l'avenir.

Dans le flou qui en résulte, les associations essaient tant bien que mal de jongler pour poursuivre leur action auprès des plus vulnérables en essayant de ne pas dégrader la qualité de la prise en charge. En BFC, ce dont il s'agit, c'est le tiers des PA, près de 90 % des PH et des $\frac{3}{4}$ de l'enfance et des adultes en difficultés sociales, ce qui est loin d'être négligeable.

Alors OUI malheureusement mon inquiétude de l'année dernière reste tout à fait d'actualité et s'est même amplifiée après les événements consternants de ces derniers jours qui semblent rendre impossible l'élaboration d'un budget pour 2026 dans les délais prévus par la C58, mais OUI aussi, nous sommes toujours aussi résolus, le réseau Uniopss/Uriopss, avec nos partenaires de l'Interfédérale du secteur PNL, pour poursuivre le combat afin de :

- défendre un système de protection sociale mutualisé et collectif, seul capable de prendre soin de toute la population,

- affirmer sans relâche notre utilité sociale qui permet l'accueil inconditionnel des plus vulnérables,
- et contribuer à la recherche et l'élaboration, avec les pouvoirs publics et les représentants des usagers, de réponses adaptées aux difficultés des temps que nous vivons.

Merci de votre attention et bonne journée.

François Marti

Déroulement de la matinée

Après une intervention de Madame Godard, la matinée se décomposera en 3 temps d'environ 45mn chacun, avec une pause-café vers 10h45 qui permettra en particulier de visiter les stands de **nos partenaires** que je remercie d'être présents. J'attire particulièrement votre attention cette année sur le stand d'Harmonie Mutuelle qui vous propose un jeu concours sur l'attractivité des métiers de l'ESS.

Mes remerciements vont également à nos intervenants du jour qui, je l'espère, vous apporteront des informations utiles dans leur domaine respectif.

Laetitia Courtin, CT en Droit social de l'Uriopss Occitanie présentera en visio les principales évolutions juridiques récente et ouvrira le débat sur l'IA dans le travail social.

Maxime Chometon, CT Gestion-Tarifification de l'Uriopss Grand Est présentera l'état d'avancement des réformes en cours et fera la synthèse de la conjoncture économique.

Enfin **Marie-Elisabeth Maugan (chargée de mission EREBFC) et Emmanuel Ronot (Président de la CRSA et DG de l'EPNAK)** proposeront un regard croisé sur le thème « **Ethique, maltraitance et pénurie : une équation impossible ?** ».

Avant de céder la parole à Madame la Députée, je tiens à remercier chaleureusement l'équipe de l'Uriopss BFC qui, une nouvelle fois, s'est fortement mobilisée pour rendre possible ce traditionnel moment de partage et vous y accueillir.